

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Compte financier et budget de l'institut international d'administration publique.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, en date du 12 juillet 1982, est approuvé le compte financier de l'institut international d'administration publique pour l'exercice 1981.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, en date du 12 juillet 1982, les recettes et les dépenses prévues au budget de l'institut international d'administration publique pour 1982 sont majorées d'une somme de 3 135 192,71 F (décision modificative n° 1).

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Création du diplôme de premiers secours en milieu sportif.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme;

Vu le décret n° 81-283 du 26 mars 1981 relatif à l'institut national d'études de la sécurité civile, à la création de l'école nationale supérieure de sapeurs-pompiers et à la formation des personnels de la sécurité civile;

Vu le décret n° 81-997 du 9 novembre 1981 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports;

Vu le décret n° 81-1219 du 30 décembre 1981 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et de la décentralisation,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Il est institué un diplôme de premiers secours en milieu sportif.

Le diplôme de premiers secours en milieu sportif est destiné à sanctionner la qualification des personnes qui, en raison de leurs fonctions publiques ou au sein d'organismes privés, sont appelées à participer aux mesures préventives et aux premiers secours lors des manifestations et des épreuves sportives.

Art. 2. — La préparation à l'examen pour l'obtention du diplôme de premiers secours en milieu sportif ainsi que l'organisation des sessions de recyclage ou de perfectionnement sont assurées par les services publics et les associations ou les organismes agréés par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, pris après avis du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

Pour assurer cet enseignement spécialisé, les organismes formateurs font appel à la collaboration de médecins et masseurs-kinésithérapeutes qualifiés, de professeurs d'éducation physique et sportive, de moniteurs de secourisme ainsi qu'à toutes personnes compétentes (éducateurs sportifs,...) dans les matières prévues au programme.

Art. 3. — Les titulaires du diplôme de premiers secours en milieu sportif sont astreints, tous les trois ans, à une session de recyclage ou de perfectionnement à l'issue de laquelle ils reçoivent un certificat validant leur aptitude à participer aux mesures préventives et aux premiers secours lors des manifestations et des épreuves sportives.

Art. 4. — Nul ne peut être admis à subir les épreuves du diplôme de premiers secours en milieu sportif s'il ne satisfait, à la date de l'examen, aux conditions suivantes :

Etre âgé de dix-huit ans révolus;

Etre titulaire du brevet national de secourisme.

Les candidats devront, en outre, présenter :

Un certificat médical d'aptitude physique;

Un certificat de vaccination antitétanique en période de validité.

Art. 5. — L'examen pour l'obtention du diplôme de premiers secours en milieu sportif comporte, à l'issue d'une session de formation :

Deux épreuves théoriques orales;

Trois épreuves pratiques,

définies par circulaire du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Chacune des épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 10 sur 20 attribuée après délibération du jury prévu à l'article 6 du présent arrêté est éliminatoire.

Le diplôme est délivré aux candidats ayant obtenu 60 points sur un maximum de 100.

Art. 6. — Un jury d'examen pour l'obtention du diplôme de premiers secours en milieu sportif est constitué dans chacun des départements, par arrêté du commissaire de la République.

Présidé par le commissaire de la République ou son représentant, il comprend :

Le directeur départemental de la protection civile ou son représentant;

Le directeur départemental du temps libre (jeunesse et sports) ou son représentant;

Le directeur des services départementaux d'incendie et de secours ou son représentant;

Le médecin chef des services départementaux d'incendie et de secours ou son représentant;

Le médecin inspecteur départemental à la direction du temps libre (jeunesse et sports);

Un médecin habilité par le comité national olympique et sportif français;

Le médecin inspecteur départemental de la santé ou son représentant;

Un médecin, un masseur-kinésithérapeute et un moniteur de secourisme nommés sur proposition de chacune des administrations ou des associations agréées;

Un professeur d'éducation physique et sportive titulaire du brevet national de secourisme, nommé sur proposition du directeur départemental du temps libre (jeunesse et sports);

Eventuellement, des médecins et des moniteurs de secourisme désignés par le commissaire de la République.

Art. 7. — Le jury ne peut valablement délibérer qu'avec la participation d'au moins cinq des membres désignés à l'article 6, dont un médecin et un moniteur de secourisme. A compter du 1^{er} janvier 1983, ce dernier devra être titulaire du diplôme de premiers secours en milieu sportif.

Art. 8. — Les dates des sessions d'examens sont fixées deux mois à l'avance par le commissaire de la République (direction départementale de la protection civile), en fonction des propositions faites par les organismes formateurs.

Art. 9. — Tout candidat au diplôme de premiers secours en milieu sportif doit présenter, un mois avant la date de la session, par l'intermédiaire du service public ou de l'organisme formateur agréé :

Une fiche de renseignements administratifs;

Un certificat attestant de la vaccination antitétanique en période de validité;

Un certificat médical d'aptitude physique;

L'attestation certifiant que le candidat est titulaire du brevet national de secourisme.

Art. 10. — Chaque examen pour l'obtention du diplôme de premiers secours en milieu sportif donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal dont l'original est conservé par la direction départementale de la protection civile.

Un exemplaire en est transmis à la direction départementale du temps libre (jeunesse et sports) ainsi qu'au service public concerné.

Les délibérations sont secrètes. Les notes peuvent être communiquées au candidat, sur la demande de l'organisme formateur ou de l'intéressé.

Tout candidat admis reçoit un diplôme délivré par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Art. 11. — Il est institué un comité technique appelé à donner son avis sur les questions doctrinales, réglementaires, pédagogiques et techniques relatives à la formation et aux conditions d'intervention des personnels appelés à participer aux mesures préventives et aux premiers secours lors des manifestations et des épreuves sportives.

Sa composition et son fonctionnement sont fixés par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, après avis du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 12. — La commission consultative départementale de la protection civile (première section) est compétente en matière de formation des candidats au diplôme de premiers secours en milieu sportif.

Art. 13. — Le directeur de la sécurité civile et le directeur du sport sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 1982.

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la sécurité civile,
C. GERONDEAU.*

*Le ministre délégué auprès du ministre du temps libre,
chargé de la jeunesse et des sports,*

*Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET.*

Tribunaux administratifs.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, en date du 16 juillet 1982, les conseillers de 2^e classe de tribunal administratif dont les noms suivent sont affectés, à compter du 1^{er} décembre 1982, dans les tribunaux administratifs ci-après :

- M^{mes} Bachellerie (Christine), au tribunal administratif de Paris.
Bruchard (Sylvie) (de), au tribunal administratif de Paris.
MM. Carrillo (André), au tribunal administratif de Versailles.
Conesa (Pierre), au tribunal administratif de Versailles.
Courtial (Jean), au tribunal administratif de Marseille.
Coutau-Begarie (Hervé), au tribunal administratif d'Orléans.
Deladrière (Bernard), au tribunal administratif de la Réunion.
Ferulla (Gérard), au tribunal administratif de Marseille.
Paitre (Jean-Pierre), au tribunal administratif de Paris.
M^{me} Pons-Deladrière (Geneviève), au tribunal administratif de Nice.
M. Rébut (Michel), au tribunal administratif de Versailles.
M^{me} Vettraino (Marion), au tribunal administratif de Paris.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Examen d'aptitude pour le recrutement d'agents techniques de bureau à l'administration centrale de l'aviation civile (aviation civile et météorologie).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre des transports, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 13 juillet 1982, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée, au titre de l'année 1982, l'ouverture d'un examen d'aptitude pour le recrutement d'agents techniques de bureau à l'administration centrale de l'aviation civile (aviation civile et météorologie).

Le nombre total des places offertes à l'examen d'aptitude est fixé à neuf.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

Huit places dans la spécialité Dactylographe ;

Une place dans la spécialité Dactylocodeur.

Examen commun prévu à l'article 4, §§ 2 et 3, du décret n° 71-341 du 29 avril 1971 portant statut de ces agents.

En outre, six places seront offertes aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Les postes non pourvus par cette catégorie de candidats s'ajoutent aux emplois à pourvoir par voie d'examen.

Les registres d'inscriptions seront ouverts jusqu'au vendredi 10 septembre 1982 inclus, délai de rigueur.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre d'Etat, ministre des transports.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au ministère des transports, direction générale de l'aviation civile (service des personnels et de la gestion, bureau des concours), 93, boulevard du Montparnasse, 75270 PARIS CEDEX 06 (téléphone : 544-38-39, poste 761 ou 781).

Examen d'aptitude pour le recrutement d'agents techniques de bureau dans les services extérieurs de l'aviation civile (aviation civile et météorologie).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre des transports, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 13 juillet 1982, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés, est autorisée, au titre de l'année 1982, l'ouverture d'un examen d'aptitude pour le recrutement d'agents techniques de bureau dans les services extérieurs de l'aviation civile (aviation civile et météorologie).

Le nombre total des places offertes à l'examen d'aptitude est fixé à vingt-trois.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

Dix-huit places dans la spécialité Dactylographe.

Cinq places dans la spécialité Dactylocodeur.

Examen commun prévu à l'article 4, §§ 2 et 3, du décret n° 71-341 du 29 avril 1971 portant statut de ces agents.

En outre treize places seront offertes aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et une place aux travailleurs handicapés.

Les postes non pourvus par cette catégorie de candidats s'ajoutent aux emplois à pourvoir par voie d'examen.

Les registres d'inscriptions seront ouverts jusqu'au vendredi 10 septembre 1982 inclus, délai de rigueur.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre d'Etat, ministre des transports.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au ministère des transports (direction générale de l'aviation civile, service des personnels et de la gestion, bureau des concours), 93, boulevard du Montparnasse, 75270 PARIS CEDEX 06 (téléphone : 544-38-39, poste 761 ou 781).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre des transports, en date du 13 juillet 1982, les épreuves écrites des examens d'aptitude ouverts par les arrêtés en date du 13 juillet 1982 pour le recrutement de neuf agents techniques de bureau à l'administration centrale et de vingt-trois agents techniques de bureau dans les services extérieurs du ministère des transports (aviation civile et météorologie) auront lieu le mardi 19 octobre 1982.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

TRAVAIL

Dérégulation aux prescriptions du troisième alinéa de l'article R. 233-100 du code du travail en ce qui concerne certaines catégories de machines et d'appareils portatifs à main neufs.

Le ministre du travail et le ministre de l'agriculture,

Vu l'article R. 233-100 du code du travail, complété par le décret n° 82-303 du 31 mars 1982 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels ;

Vu l'avis de la commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture ;

Sur le rapport du directeur des relations du travail au ministère du travail et du directeur des affaires sociales au ministère de l'agriculture,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les prescriptions du troisième alinéa de l'article R. 233-100 du code du travail peuvent ne pas être appliquées aux machines et appareils portatifs à main appartenant à l'une des catégories désignées ci-après :

Grignoteuses ;

Ponceuses vibrantes ;

Lustreuses ;

Cisailles à tôle d'ouverture inférieure à 8 mm,

ainsi qu'aux machines et appareils portatifs à main, d'une puissance inférieure à 750 W, appartenant à l'une des catégories suivantes :

Scies sauteuses ;

Ponceuses à bande ;

Ponceuses à disque ;